

Le budget 1976 des universités

Un ballon d'oxygène en période d'austérité

LIRE PAGE 7 L'ARTICLE DE GUY HERZLICH

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet



1,30 F
Algerie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique,
70 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 2,75 kr.;
Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 16 p.; Grèce,
15 dr.; Iran, 45 ris.; Italie, 250 l.; Liban, 125 p.;
Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
6,90 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse,
0,90 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 16
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris no 65572
Tél. : 770-91-29

TOUT EN CONFIRMANT LA CRÉATION DU TRIUMVIRAT

Le Conseil de la révolution du Portugal se refuse à n'avoir qu'un rôle consultatif

« OTELO-FIDEL »

Il ne fallait pas s'attendre que le général de Carvalho, sous les ovations et les « Otelos-Fidels » qui saluaient son retour de Cuba, tiendrait des propos modérés. Mais le bouillant organisateur du coup d'Etat contre M. Caetano, qui fut, avant de partager le discrédit du M.F.A., l'homme le plus populaire de son pays, a cette fois mis le comble à son habituelle virulence. Campé dans la pose d'un Bonaparte gauchiste, prêt à canonner les « ci-devant » sur les marches de Saint-Roch, le voici qui promet à ses adversaires — pourtant majoritaires dans la population — le « dur chemin de la répression évité jusqu'à présent ». Qu'on le veuille ou non, les « arènes » où les mal-pensants doivent être parqués ressembleraient au « grand stade » rempli naguère par le général Pinochet.

Expéditif dans le style militaire, imprévisible dans ses foucades et même ses orientations politiques, le général de Carvalho avait déjà trop tempêté pour susciter la terreur de ses futures victimes. Mais même si l'on fait la part de son tempérament, des menaces venant d'un homme qui commande, avec le Copcon, le fer de lance de l'armée portugaise doivent être prises au sérieux. D'autant que, seul ou presque, il semble savoir où il va au sein d'un M.F.A. si visiblement déchiré que le Conseil de la révolution, au terme d'une nouvelle séance de nuit, a confirmé le « triumvirat » mais a refusé de se dessaisir de toutes ses prérogatives au profit de ce « directeur » et de devenir « un simple organe consultatif ».

Des trois hommes qui, avec un mandat ainsi limité, sont placés à la tête du pays, on peut tout attendre, sauf une politique cohérente et un accord sans faille. Trop de précédents historiques ont démontré que, dans des situations de ce genre, deux des détenteurs du pouvoir s'entendent généralement pour éliminer le troisième avant de s'affronter. Mais la personnalité même du général de Carvalho complique ce schéma traditionnel : les communistes, qui l'accablent pour des raisons tactiques, ne lui ont jamais fait vraiment confiance. Ils seront renforcés dans leurs réserves par l'intention qu'il proclame de rallier « l'extrême gauche et beaucoup de militants du P.S. », ce qui pourrait annoncer une manœuvre tournante contre le général Vasco Gonçalves, fidèle compagnon de route du P.C. Celui-ci n'oublie pas, d'autre part, que le général de Carvalho a fait démanteler, le 19 juillet dernier, les « barricades » que les communistes voulaient opposer aux militants socialistes se rendant à la grande manifestation de Lisbonne. La discrétion de M. Soares, au moins dans les premières heures, pourrait bien tenir à la conviction que, dans la bataille engagée, « Otelos » ne sera sans doute jamais dans le camp de l'adversaire.

Ne parvenant pas à mettre sur pied un gouvernement, le général Costa Gomes pourra-t-il davantage imposer un arbitrage ? On aura rarement eu autant de raisons d'en douter. La lecture simpliste des événements, proposée à Moscou par la « Literaturnaja Gazeta », voit « l'hystérie anticommuniste de Mario Soares servir de bouillon de culture à la prolifération du bacille fasciste ». Elle a du moins le mérite de proposer une image de désagrégation pathologique qui reflète assez bien la situation à Lisbonne.

Pourtant chacun sent que le grand règlement de comptes approche. Bafouant ouvertement la « démocratie pluraliste », l'un des détenteurs du pouvoir propose sa solution : la dictature d'une petite minorité « politisée » appuyée sur les fusils et les chars d'un corps d'élite. Rien ne permet d'exclure que la « révolution des œillets » ait été, en fin de compte, le prélude à cette sinistre conclusion. A moins qu'un autre militaire ne vienne « rétablir l'ordre » dans le style chilien. Même au nom du bonheur du peuple, si souvent promis et rarement donné, il n'est pas bon de faire entrevoir à ses compatriotes les barbelés et les miradors des régimes totalitaires.

A l'issue d'une longue séance de nuit, le jeudi 31 juillet, le Conseil de la révolution portugaise a confirmé dans ses fonctions le triumvirat formé par les généraux Costa Gomes, président de la République, Vasco Gonçalves, premier ministre, et Otelos de Carvalho, commandant du Copcon. Toutefois, le Conseil a refusé de n'être qu'un simple organe consultatif.

Par ailleurs, les déclarations faites par le général Otelos de Carvalho, qui à son retour de Cuba ne croit plus possible « de faire la révolution par des voies uniquement pacifiques » et promet une « dure répression » aux « réactionnaires », n'ont pas — du moins pour l'instant — suscité de réaction de la part du parti socialiste.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Le parti socialiste n'a pas encore pris la peine de répliquer par un communiqué aux diatribes répétées du général Otelos de Carvalho. Mais si la direction a choisi de laisser passer l'orage, la base était prête à réagir. Le téléphone n'a cessé de sonner, mercredi 30 juillet, dans les bureaux neufs de la rua da Emenda, où le P.S. vient d'installer son secrétariat : les sections de la capitale réclamaient, l'une après l'autre, un coup d'éclat pour répondre aux « calomnies » du général.

DOMINIQUE POUCHIN

(Lire la suite page 4.)

LA CONFÉRENCE D'HELSINKI

- M. Brejnev insiste sur la nécessité d'une réduction des forces en Europe
• M. Giscard d'Estaing souhaite prolonger la conférence par des accords bilatéraux

La conférence « au sommet » sur la coopération et la sécurité en Europe a notamment entendu ce jeudi 31 juillet MM. Giscard d'Estaing et Brejnev. Le président de la République, lançant un appel à la tolérance, s'est déclaré prêt à conclure « à un niveau élevé », « avec tout autre pays intéressé » des accords bilatéraux pour appliquer « ou même étendre » les dispositions de l'acte final de la C.S.C.E. M. Brejnev a insisté sur la nécessité de trouver les voies d'une réduction des forces en Europe. On assure du côté soviétique que le départ du dirigeant du Kremlin du dîner offert mercredi par M. Kekkonen n'était dû qu'au désir de M. Brejnev de « préparer son discours ».

Helsinki. — M. Giscard d'Estaing se rendra à Moscou du 14 au 18 octobre prochain. Ces dates lui ont été proposées par M. Brejnev et il les a acceptées au cours d'un entretien qui a duré une demi-heure, tout de suite après la première session de travail de la conférence, mercredi 30 juillet. Les deux hommes d'Etat ont surtout parlé de la préparation de cette visite et des problèmes de la C.S.C.E., notamment celui de ses « suites », dont on reparlera lors du « sommet » franco-soviétique à Moscou.

Ce problème des « suites » a pris une importance considérable à Helsinki, où il alimente toutes les interventions des chefs de gouvernement des pays non socialistes. Frappés, sans doute, par les critiques que suscitent les résultats de la C.S.C.E. et par le scepticisme des opinions publiques, les dirigeants ont affirmé que...

De notre envoyé spécial

est parvenu après deux ans de négociations, et qui va être signé vendredi, constitue, sans nul doute, un progrès de la détente, à condition toutefois, ajoutent-ils, que les engagements souscrits soient respectés par tous les signataires. « Le problème est de savoir, a déclaré M. Giscard d'Estaing à la sortie de la séance d'ouverture, si les dispositions d'une part, les conditions d'application d'autre part de l'acte final de la C.S.C.E. répondront à l'espoir qu'a provoqué la conférence. C'est dans ce but que la France s'efforce de contribuer à la conférence, en facilitant la conclusion de l'accord jusqu'à présent, en facilitant son application dans l'avenir et en appliquant elle-même... »

M. Giscard d'Estaing est particulièrement chargé. Après avoir pris son petit déjeuner avec M. Gierek et assisté à la deuxième séance de travail, au cours de laquelle il a pris la parole, il a reçu le chancelier autrichien, M. Kreisky, et participé avec le président Ford, MM. Schmidt et Wilson au déjeuner des Quatre Grands occidentaux. Dans la soirée, il devait recevoir le chef du gouvernement espagnol, M. Arias Navarro, et se rendre auprès du maréchal Tito. Vendredi, il s'entre-tiendra avec M. Caramanis au cours d'un petit déjeuner commun et déjeunera avec le président Ford.

Pour sa part, M. Schmidt a notamment rencontré, mercredi, le chef du parti de l'autre Allemagne, M. Honnecker, qu'il reverra vendredi.

JEAN SCHWEBEL

(Lire la suite page 2.)

AUX ÉTATS-UNIS

Les affrontements de Detroit illustrent la persistance du problème noir

La ville de Detroit — où des émeutes raciales firent en 1967 quarante-trois morts et 200 millions de dollars de dégâts — est depuis le début de cette semaine le théâtre d'affrontements. Les manifestants protestent contre la mise en liberté sous une caution de 500 dollars d'un patron de bar, M. Chinarian, qui avait tué par balles un jeune Noir qui tentait de cambrioler sa voiture. Notre correspondant à Washington fait le point de la situation des Noirs américains, qui, malgré certains progrès, subissent plus que la population blanche les conséquences de la récession économique.

De notre correspondant

Washington. — Les dernières statistiques publiées par le Census Bureau confirment une amélioration partielle et limitée de la condition de la minorité noire, mais surtout la persistance de l'inégalité des revenus entre les communautés blanche et noire.

Ainsi, dans le domaine de l'éducation, les Noirs ont accompli des progrès sensibles. La proportion des enfants noirs de cinq ans inscrits dans les écoles est maintenant de 87 %, à peine inférieure aux 90 % d'enfants blancs du même âge. Il y a quatre ans, l'écart entre les deux groupes était de 9 %.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 5.)

L'INDE EN ÉTAT D'URGENCE

Le 26 juin, Mme Gandhi proclamait l'état d'urgence en Inde. Elle semble avoir la situation bien en main. L'opposition ne se manifeste guère. Le pouvoir a commencé de promouvoir des réformes économiques et sociales, souvent promises dans le passé par le parti du Congrès mais rarement appliquées. En ira-t-il autrement cette fois ?

La « démocratie indienne » a en tout cas vécu. Dans ce grand pays où la presse était traditionnellement libre — et frondeuse, — toutes les informations sont désormais soumises à la censure. Cette décision du premier ministre a été très

critiquée. La dernière en date des protestations vient de l'Institut international de la presse. Son président, M. Meyer, a, le 30 juillet, adressé depuis Zurich une lettre à Mme Gandhi. Il exprime « l'espoir qu'aucun journaliste digne de ce nom n'acceptera de signer l'engagement de limiter ses activités à la diffusion de communications gouvernementales ».

À la suite d'un reportage en Inde, notre envoyé spécial Gérard Viratelle analyse la situation dans l'Union et s'interroge sur les chances qu'a Mme Gandhi de vaincre le plus grand défi de sa carrière politique.

I. — De l'anarchie à l'autorité

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

New-Delhi. — « Elle est devenue un dictateur. » D'entrée de jeu, la remarque est assenée à l'ami de confiance. Les Indiens eux-mêmes ne reviennent pas de l'audace et de la poigne montrées subitement, le 26 juin, en proclamant l'état d'urgence, en faisant arrêter un grand nombre de membres de l'opposition et en imposant la censure, par celle qui se qualifiait, il y a une huitaine d'années, de « frêle femme ». En un tournemain, l'Inde est passée

de la démocratie bavarde et flottante à une autocratie « populiste ».

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut revoir le film, encore incomplet, de la crise. Lorsque, après avoir mené une campagne électorale intense au Goudjerat, Mme Gandhi s'accorde un peu de répit à New-Delhi, elle apprend le jugement de la Haute Cour d'Allahabad annulant, le 12 juin, son élection en 1971.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Une lumineuse invention

Les policiers en civil porteront à l'avenir des signes distinctifs pour éviter les fâcheuses méprises que l'on sait. On ne peut qu'approuver pleinement cette initiative, sachant les malheurs trop nombreux pour s'approprier indûment quelques exemplaires de ces « badges » qui leur permettraient d'agir au grand jour, sous le regard bienveillant et complice de leurs victimes.

Cependant, notons que cette lumineuse invention est aussi destinée à signaler au public les policiers banalisés parmi les malfaiteurs. Or, si à notre connaissance il n'y a pas encore eu de policier victime d'une méprise de la part des civils, en revanche plusieurs civils ont déjà été blessés ou tués par erreur par les policiers. Ne serait-il pas alors judicieux de désigner les civils à l'attention des policiers en leur imposant, par exemple, le port d'un uniforme ? On sait que l'idée n'est pas nouvelle, bien que de nombreux États se cramponnent obstinément à la solution inverse, mais, dans un pays avancé comme le nôtre, une telle innovation serait sans conteste le signe que nous sommes résolument engagés dans la voie du changement.

DANIEL FERRADOU.

LA PRÉPARATION DU « PROGRAMME DE SOUTIEN »

« Ce qui ne sera pas fait au plan économique trouvera sa sanction au plan politique » déclare au « Monde » M. Krasucki secrétaire confédéral de la C.G.T.

(Lire page 19.)

SIX LIVRES SUR LA JUSTICE

Prisons procès, principes

La justice, du moins la façon dont elle s'exerce, serait-elle devenue une mode ? Disons plutôt que, la télévision aidant, elle fait de plus en plus partie de l'actualité. Ce n'est pas que les affaires, procès ou non, qui la font mettre en avant soient plus nombreuses, plus retentissantes ou à l'occasion plus scandaleuses qu'elles ne le furent par le passé. C'est seulement que, depuis moins de dix ans, un certain nombre de ceux qui en sont les acteurs ou les témoins les considèrent d'une autre façon que leurs aînés.

Un procès Goldman, une affaire de Bruay-en-Artois prennent aujourd'hui des dimensions qu'ils n'auraient pas eues il y a seulement vingt ans. Les révoltes dans les prisons élargissent en outre la dimension de la quête. Cependant, ce que l'on fait découvrir au public est-il vraiment nouveau ? Une affaire Dominici, une affaire Marie Besnard, dans les années 50, avaient déjà mis à mal bien des errements et des pratiques. Depuis combien d'années un Casamayor ne renouvelait-il pas sa réflexion, ses exigences et son refus des facilités ? Déjà le combat se menait sur les mêmes fronts où il se poursuit aujourd'hui : secret de l'instruction, culte de l'aveu, condamnation au bénéfice du doute, excès inquisitorial d'un président, faillite d'une expertise, indépendance du juge, etc. Déjà aussi les plus frémis-sants ou les plus sensibles s'inquiétaient de l'inculpé. Le Rôle d'accusé, de Roger Grenier, n'a pas vieilli sur

ce chapitre, et, pour se limiter à un cas plus particulier, Notes sur l'affaire Dominici, de Giono, reste un classique. Dans cette littérature constante d'année en année, y a-t-il évolution, et de quelle nature ? Au milieu de 1975, six ouvrages plus ou moins récemment publiés permettent de se faire une idée. Cinq d'entre eux ont la particularité d'avoir pour auteur un avocat, le sixième étant l'œuvre d'un condamné. Ce n'est pas nouveau. Avant Emile Pollak et Charles Libman, un Henry Torrès, un Maurice Garçon, un René Floriot ont écrit sur leur métier et du même coup sur la justice. Jacques Isnori aussi, que l'on retrouve encore une fois. Et chez les jeunes, avant Thierry Lévy, la même fièvre habitait au lendemain de la Libération un autre secrétaire de la conférence du stage, Stephen Hecquet, lançant un si remarquable, si impertinent et pourtant si oublié Plaidoyer pour l'avocat. Déjà on plaidait pour l'audace, pour le courage et surtout pour la lucidité. J.-M. Th.

(Lire page 11.)

LE GOUVERNEMENT VEUT PÉNALISER LES AUTOMOBILES POLLUANTES ET BRUYANTES

(Lire page 18.)

été seuil
LA MER EST RONDE
Nouveau Cours de navigation des Glénans
Le bateau - La manœuvre - La navigation - La météorologie - L'équipage.
784 pages, 1000 illustrations relié sous jaquette 85 F
JEAN FRANÇOIS DENIAU
20 ans de vacances en mer...
176 pages 24 F



EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

Le Conseil de la révolution se refuse à n'avoir qu'un rôle consultatif

(Suite de la première page.)
Le nouveau triumvirat est, il est vrai, resté fidèle à sa réputation d'homme peu sensible aux nuances du langage diplomatique : devant tous ceux qui étaient venus l'accueillir à l'aéroport, il a en quelques répliques tranchantes fait le tour de la situation : « Je suis convaincu qu'en ce moment le P.S. parvient à regrouper toute la droite, toute la réaction qu'il existe dans ce pays (...) Je considère Mario Soares comme un homme de gauche, ses positions actuelles me surprennent beaucoup. Il faut que le lui parle pour savoir s'il est ou non avec la social-démocratie européenne. »
La violence du propos a dû toucher le secrétaire général du P.S. Ne s'était-il pas efforcé, il y a quinze jours, de ramener ses militants à la raison, alors qu'ils criaient des slogans hostiles au général de Carvalho ? « Vous commettez une erreur historique, leur avait-il dit sans parvenir à les convaincre. Otelo est le héros du 25 avril, c'est un vrai révolutionnaire. » Jusqu'à ces derniers jours, M. Mario Soares estimait en effet que, malgré les apparences, le chef du Copcon serait toujours son allié, « dans le conflit principal qui oppose les partisans du pluralisme aux tenants de la démocratie populaire ». Les flèches décochées par le général de Carvalho à son retour de Cuba risquant de remettre cette belle assurance en cause et de brouiller un peu plus les cartes. Les conséquences immédiates d'une telle prise de position pourraient surtout gêner le jeu des officiers dits « modérés » qui attendent, eux aussi, l'appui du général. Jouisant, assure-t-il, de « la confiance de l'extrême gauche mais aussi de nombreux éléments du P.S. », le chef du Copcon refuse qu'on le considère comme le représentant de la seule extrême gauche au sein du triumvirat. « Le premier ministre a l'entière confiance du P.S. et du M.D.P., ajoute-t-il, nous pouvons ensemble gagner le soutien de tous les Portugais politisés. » Le pré-

sident de la République, troisième membre du directoire, n'est donc à ses yeux qu'un élément important « d'équilibre modérateur ».
L'attitude qu'adoptera le chef de l'aile radicale du M.F.A. dans les prochains jours sera déterminante avant qu'apparaissent les nouveaux rapports de forces à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement. Ses appels à l'unité des forces de gauche, ses menaces réitérées contre les « réactionnaires », auxquels il promet « un séjour aux arènes », ses doutes sur la possibilité d'une voie pacifique d'accès au socialisme, laissent présager qu'il n'est pas partisan de la « pause » réclamée par le chef de l'Etat. Sa détermination, au lendemain d'une visite à Fidel Castro, semble plutôt en harmonie avec le langage du premier ministre, qui, devant le congrès de l'Intersindical, a fermement insisté sur la nécessité d'« avancer vers le socialisme ».
Mais la marche en avant reste contrariée par les difficultés à constituer le cinquième gouvernement provisoire. Les ministres socialistes ont démissionné le 10 juillet. Depuis vingt jours, le général Vasco Gonçalves consulte pour former un nouveau cabinet. On annonce régulièrement que la publication de la liste de ses membres est imminente, mais on attend toujours. La tâche du premier ministre s'est trouvée compliquée par la défection de MM. Joao Cravinho et Jorge Sampaio, respectivement ministre de l'Industrie et secrétaire d'Etat à la coopération extérieure dans le précédent gouvernement.
L'autre problème majeur est l'attribution du portefeuille des affaires étrangères, qu'abandonne le major Melo Antunes. Il aurait déjà été proposé à l'amiral Rosa Coutinho, qui, dit-on, a décliné l'offre.
Le président Costa Gomes devait partir ce jeudi soir pour Helsinki afin de participer à la conférence sur la sécurité européenne. Il n'est pas encore sûr qu'il y soit accompagné par un nouveau chef de la diplomatie.

DOMINIQUE POUCHIN.

Rien ne me lie au coup de force avorté du 11 mars 1975 nous déclare l'ancien général Spinola

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — L'ex-général Spinola, rompant le silence, nous a donné, pour la première fois, sa version du coup de force avorté du 11 mars. Il a également accepté de nous exposer dans quelles circonstances il avait été amené, en septembre 1974, à démissionner de la présidence de la République portugaise. A cette occasion, il livre sa version de certains des événements qui ont précédé la révolution du 25 avril.
C'est le plaidoyer d'un homme qui affirme avoir été injustement calomnié et qui supporte mal de voir ses convictions démocratiques mises en doute.
« Quelle a été votre participation au « coup » du 11 mars ?
— Rien ne me lie au coup du 11 mars, ni dans sa préparation ni dans son exécution. La veille, j'avais été informé par des officiers qui avaient mon entière confiance qu'un complot avait été formé pour arrêter ou éliminer, dans la nuit du 12 mars, cinquante officiers, dont moi-même. Une liste m'avait-on dit, avait été préparée. Je n'avais aucune raison d'en douter. Le Copcon et le LUAR (1) arrêtaient systématiquement les personnes considérées comme hostiles au processus révolutionnaire.
« Pour des raisons évidentes, j'étais au centre des préoccupations officielles. J'en ai eu la preuve lorsque les troupes du Copcon encerclèrent ma résidence dans la matinée du 11 mars, aussitôt après que je sois parti et avant que le coup d'Etat ne soit déclenché. J'ai alors décidé d'accepter le refuge qui m'était offert à la base militaire de Tan-cos, ainsi que l'avion qui m'était proposé pour sortir du pays, accompagné de ma famille. Il est évident que je n'aurais pas pris la tête d'un coup d'Etat militaire en compagnie de ma famille.
« J'ai été placé devant un fait accompli, une situation irréversible. Bien que j'ai été étranger, comme je l'ai déjà dit, à la préparation et à l'exécution du coup, je ne le considère pas comme du donquichottisme ridicule. Utilisant une technique dont ils s'étaient déjà servis le 16 mars 1974, les communistes ont provoqué le déclenchement, plus tôt que prévu, d'un plan dont ils avaient con-

naissance et qui, dans d'autres circonstances, aurait certainement été couronné de succès. Ils ont joué intelligemment avec l'abnégation d'un groupe d'officiers qui, par cet acte de désespoir, ont essayé d'éviter que de nombreux compatriotes soient arrêtés ou éliminés.
« Ces officiers, qui se sont soulevés si courageusement contre la trahison des idéaux démocratiques du 25 avril, ont été alors vivement accusés d'avoir trahi la liberté du peuple. Or, plus les jours passent, plus une analyse sereine des faits montre, à ceux qui ne comprennent pas encore, qui sont les véritables traîtres au peuple portugais.

Le M.F.A. est devenu un instrument du P.C.

« Mais, en admettant que des personnes devaient être « liquidées », pourquoi, au lieu de sortir du pays, ne vous êtes-vous pas réfugié dans une ambassade ou n'avez-vous pas demandé protection au président de la République ?
— Me réfugier dans une ambassade était hors de question, car je savais que le Copcon, quand il s'apprêtait à arrêter des personnalités, encerclait certaines ambassades sous prétexte de les protéger, en fait pour intercepter ceux qui y auraient cherché asile.
— Quant à demander protection au président de la République, je considère la chose comme plutôt incongrue, puisqu'il commandait lui-même le Copcon et cautionnait les mesures répressives projetées. Sans parler du fait que je ne pouvais oublier la trahison dont j'avais été victime le 28 septembre 1974. J'avais donc le choix entre, d'une part, me démettre, et me laisser emprisonner, d'autre part continuer à lutter pour la libération de mon pays. La solution que j'ai choisie était la seule possible.
— Mais à supposer que vous ayez été emprisonné, n'aurait pas manqué de pressions extérieures pour vous faire libérer ?

« Je ne veux pas sous-estimer les pressions qui, éventuellement, auraient pu s'exercer, mais une analyse rétrospective du comportement de l'actuel gouvernement portugais révèle un climat d'irresponsabilité dans lequel les pressions de cette nature n'ont pas d'effet.
— Vous avez fait allusion à une tactique dont auraient déjà usé les communistes lors du soulèvement de Caidas, le 16 mars 1974 ?
— Oui, j'ai de nombreuses preuves de ce que les commu-

LE « COUP MANQUÉ »

Le 11 mars 1975, peu après midi, des éléments de l'armée portugaise, favorables au général Spinola, bombardent la caserne du premier régiment d'artillerie à Sacavem, dans la banlieue de Lisbonne. On apprend dans les heures qui suivent que l'ensemble des unités de l'armée sont demeurées fidèles au M.F.A. A 18 heures, la radio annonce que le général Spinola, ancien président de la République, et le général Galvão de Melo, ancien membre de la junte « se sont enfuis ». Dans la soirée, le général Galvão de Melo est arrêté dans le nord du pays. Le général Spinola est arrivé en Espagne avec sa femme et plusieurs officiers.

nistes ont fait à ce moment-là. En utilisant divers stratagèmes, comme des coups de téléphones anonymes, ou donnés sous des noms d'emprunt, les communistes ont répandu le bruit que certaines unités marchaient sur Lisbonne, afin d'entraîner la solidarité d'autres unités et déclencher précipitamment un coup qui avait été prévu pour plus tard.
— Et pour quelle raison, puisqu'ils voulaient renverser le régime ?
— Parce que les officiers du mouvement de mars 1974 n'intéressaient pas le P.C. Ils n'avaient donné aucune garantie qu'ils collaboreraient avec lui. Tant et si bien qu'aujourd'hui, dans leur grande majorité, ces officiers sont en prison ou en exil. Le 25 avril, ce fut très différent, comme l'a montré l'action du M.F.A. dans le déroulement du processus révolutionnaire.

« Voulez-vous dire par là que le M.F.A. est communiste ?
— Je ne doute absolument pas que le M.F.A. est devenu un instrument du P.C. Il agit comme son avant-garde dans le processus en cours.
— Et votre démission du 28 septembre 1974, comment l'expliquez-vous ? Il a suffi, pour que vous partiez, de l'intervention des milices populaires contre la manifestation destinée à vous appuyer ?
— Je comprends vos doutes. J'ai usé des pouvoirs dont je disposais. J'ai fait venir à la présidence de la République le chef d'état-major général des forces armées, le général Costa Gomes, le premier ministre Vasco Gonçalves, et le commandant adjoint du Copcon, le général de Carvalho. Je leur ai ordonné de

LES OFFICIERS ESPAGNOLS ARRÊTÉS RÉCEMMENT AURAIENT EU DES CONTACTS AVEC LE M.F.A.

(De notre correspondant.)
Madrid. — On connaît aujourd'hui l'identité du commandant et des six capitaines de l'armée espagnole arrêtés à Madrid le 29 juillet (le Monde du 31 juillet). Il s'agit du commandant du génie Luis Otero, des capitaines Manuel Lago, Fermín Ibona, José Portes et Antonio García Marquez et de deux capitaines du corps des parachutistes, Raniel et Restituto Alcazar Valero. Le capitaine Alcazar Valero est bien connu en Espagne pour être né pendant la guerre civile dans l'Alcazar de Tolède assiégé, circonstance qui lui ouvrit les portes de l'Académie militaire sans concours.
Selon des sources en général bien informées, les officiers détenus appartiendraient à l'« Union démocratique militaire », groupe clandestin dont on ignore l'importance au sein de l'armée espagnole. D'autres arrestations — on parle de quatorze officiers détenus — auraient eu lieu ces derniers jours, notamment à Vigo et Barcelone. Les officiers appréhendés à Madrid l'ont été à leur domicile, à l'aube du 29 juillet, par un colonel et des officiers qui opérèrent une perquisition en règle des lieux. Le délit de sédition aurait été retenu contre les sept militaires, qui auraient effectué ces derniers mois de nombreux voyages au Portugal, ce qui permet de penser qu'ils étaient en contact avec leurs camarades du M.F.A. — J.-A. N.

prendre toutes les mesures nécessaires pour démanteler les barricades qui interdisaient l'entrée dans Lisbonne et pour disperser les milices populaires qui s'étaient constituées illégalement. Le premier ministre rédigea un communiqué dans ce sens. Ce communiqué fut lu par le ministre de la communication sociale devant les micros de la radio nationale. Le général Costa Gomes a pris la responsabilité de faire appliquer cette décision. Cet homme n'était pas seulement mon ami, je le considérais comme quelqu'un de sérieux. J'étais sûr qu'il respecterait l'engagement qu'il avait pris.
« Aussi ai-je été surpris quand j'ai su que les militaires envoyés pour démanteler les barricades fraternisaient avec les milices populaires. A ce moment-là, il était trop tard pour prendre d'autres décisions. J'ai su immédiatement que le général Costa Gomes et le premier ministre m'avaient trahi. Non seulement ils couvraient une situation qu'ils avaient eux-mêmes créée, avec la complicité du général de Carvalho, mais ils donnaient des ordres contraires à l'accomplissement de la mission que je leur avais confiée.
« Trahi, et voyant que mon autorité n'était plus que fictive, il ne me restait plus qu'à démissionner. Si j'avais agi autrement, j'aurais cautionné la farce démocratique qui masque le processus révolutionnaire en cours. Autrement dit, j'aurais trompé le peuple portugais. »

CHARLES VANHECKE.

(1) Ligue d'union et d'action révolutionnaire, de tendance gauchiste.

Turquie

LA MAISON BLANCHE PARAIT DÉCIDÉE À OBTENIR DU CONGRÈS LA SUSPENSION PARTIELLE DE L'EMBARGO SUR LES LIVRAISONS D'ARMES

Selon les services de renseignements américains, l'U.R.S.S. chercherait à profiter de la tension actuelle dans les relations entre la Turquie et les Etats-Unis en proposant la livraison d'hélicoptères au gouvernement d'Ankara.

(De notre correspondant.)

Washington. — Le gouvernement américain paraît maintenant décidé à tenter un nouvel effort pour obtenir de la Chambre qu'elle renverse sa décision du 24 juillet concernant les livraisons d'armes à la Turquie. Le projet de suspension partielle de l'embargo sur les livraisons d'armes serait repris sous une autre forme afin que le Congrès puisse se prononcer une seconde fois avant les vacances parlementaires, à la fin de cette semaine. Au Sénat, qui avait approuvé une suspension de l'embargo par 41 voix contre 40, le gouvernement peut espérer obtenir une majorité plus forte. A la Chambre, la situation est plus incertaine étant donnée l'influence exercée par le groupe de pression grec. Un nouveau projet de loi a été présenté mardi, avec l'approbation de la Maison Blanche. Les responsables des deux parties expriment un optimisme prudent, faisant état de la faible majorité « anti-turque ». Ils estiment possible qu'un déplacement d'une dizaine de voix suffira pour renverser une décision, condamnée dans les termes les plus vigoureux, une nouvelle fois, par M. Ford dans une lettre adressée de Varsovie au speaker de la Chambre. « Les bases américaines en Turquie sont irremplacables, et la sécurité des Etats-Unis justifie une suspension de l'embargo », écrit M. Ford.

Mercrredi, M. Schlesinger est revenu à la charge en soulignant que la perte des bases en Turquie affaiblirait les défenses de l'OTAN et serait « une tragédie pour l'Amérique ainsi que pour la Turquie ». Bien que la Turquie ait été « une alliée fidèle pendant de nombreuses années, elle a été traitée avec la sévérité réservée habituellement à d'incorrigibles ennemis », a dit de secrétaire à la défense, commentant la décision de la Chambre attribuée à une « perception insuffisante de l'importance stratégique de la Turquie ». Il a repris les arguments du Pentagone qui, dès mardi, soulignait que la perte des bases privait les forces américaines de centres d'écoute et de surveillance affectant gravement l'équilibre des forces au détriment de l'Occident.
En tout état de cause, les Américains n'envisagent pas de retirer leurs équipements nucléaires installés dans les bases. L'espoir prévaut encore qu'une solution négociée intervienne prochainement. M. Schlesinger a noté avec satisfaction que les Turcs avaient agi « avec une certaine modération », en ne demandant pas le départ du personnel américain.

H. P.

M. MARIO SOARES ASSISTERA SAMEDI, A STOCKHOLM, A LA RÉUNION DES DIRIGEANTS SOCIALISTES

Stockholm (A.F.P., Reuter). — M. Mario Soares est attendu, vendredi 1^{er} août, dans la soirée à Stockholm, où il prendra part samedi, à la réunion de dirigeants socialistes ouest-européens convoquée par M. Olof Palme, premier ministre suédois, au lendemain de la C.S.C.E. Cette rencontre doit permettre d'examiner certains problèmes communs, mais avant tout de définir une attitude commune des partis socialistes de l'Europe occidentale à propos du Portugal.
Les invitations, envoyées la semaine dernière (le Monde du 25 juillet), ont été acceptées par les chefs de gouvernement de six Etats européens, dont trois du Marché commun : MM. Bratelli (Norvège), Joergensen (Danemark), Kreisky (Autriche), Schmidt (Allemagne fédérale), Van Den Uyl (Pays-Bas), et Wilson (Grande-Bretagne). Trois chefs de parti socialiste y assisteront également : MM. Brandt (R.F.A.), Mitterrand (France) et Sorsa (Finlande). En revanche, on ignore si le parti socialiste italien y participera.

A travers le monde

Etats-Unis

● M. ROBERT MAHEU, ANCIEN CONSEILLER DU MILLIARDAIRE HOWARD HUGHES, a publiquement reconnu, mercredi 30 juillet, avoir trempé dans un complot ourdi par la C.I.A. pour empoisonner M. Fidel Castro, précisant toutefois que l'ordre d'exécution n'avait jamais été donné.

Irlande du Nord

● CINQ PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES à la suite d'un attentat contre un minibus, dans les premières heures de la matinée du jeudi 31 juillet. Selon la police, une bande armée a arrêté le minibus près de Newry, au sud-est de l'Ulster, et a ouvert le feu sur ses occupants, après les avoir fait aligner le long de la route.

Yougoslavie

● SEPT DISSIDENTS PRO-SOVIETIQUES auraient été arrêtés, apprend-on à Belgrade. Le chef de ce groupe, soupçonné de complot contre la sûreté de l'Etat, serait M. Dusan Bakic, qui fut vice-président du Conseil de la République croate jusqu'en 1950. — (U.P.I.)

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS N'A PAS DE CONSEILS A DONNER

Au cours des dernières semaines le parti communiste français et son organe officiel l'Humanité ont généralement évité de s'engager nettement et de façon partisane dans les querelles entre les différentes tendances politiques du Portugal. On peut donc relever avec intérêt les propos tenus à Europe 1, mercredi 30 juillet, par M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, qui a déclaré :
« Nous pensons que chaque parti communiste, qu'il soit français, italien, espagnol ou portugais, est majeur et que c'est à lui de définir les solutions qui lui paraissent les plus convenables pour son pays. Nous nous laissons une règle stricte de ne pas distribuer des conseils à la ronde, par la simple raison que nous n'aimons pas en recevoir nous-mêmes. (...) »
« Le parti communiste portugais, lui, a mené hier une lutte héroïque contre le fascisme et il poursuit, aujourd'hui, une lutte courageuse dans des conditions difficiles et nous ne voulons rien faire pour le gêner, sans que nous nous sentions tenus de prendre position à tout moment sur telle ou telle de ses décisions. »

M. GUERREIRO (secrétaire général du P.P.D.) : On ne peut gouverner sans ou contre le peuple.

« Le ministère que veut constituer le général Vasco Gonçalves ne restera pas longtemps en place, car on ne peut gouverner sans ou contre le peuple », a déclaré à l'A.F.P. M. Emidio Guerreiro, secrétaire général du P.P.D., de passage à Paris.
M. Guerreiro a critiqué la position du président Valéry Giscard d'Estaing, qui, lors du dernier conseil européen de Bruxelles, s'était montré hostile à l'octroi d'une aide financière au Portugal.
La constitution du triumvirat militaire à Lisbonne est rejetée par M. Guerreiro. « L'un des triumvirs, le général Otelo de Carvalho, vient de souhaiter que le Portugal s'engage sur la voie de Cuba. Notre révolution se caractérise par son originalité : nous aspirons tous à une révolution portugaise », ne suivant aucun modèle. (...) Le peuple rejette toute transformation dictatoriale qui violerait la volonté qu'il a exprimée au cours d'élections libres. »

Fundação Cuidar o Futuro leur pleine solidarité avec M. Mario Soares

Le bureau exécutif du parti socialiste, réuni mercredi 30 juillet, a adopté la déclaration suivante sur le Portugal. Les représentants du CERES ont voté contre ce texte.
« Le bureau exécutif du parti socialiste rend publique une fois de plus sa pleine solidarité avec le combat du parti socialiste portugais et avec son secrétaire général, Mario Soares, dont les choix, clairement exprimés à de multiples reprises, sont ceux du socialisme démocratique et autogestionnaire. Il juge d'autant plus nécessaire de réaffirmer cette solidarité que le parti socialiste portugais est pratiquement privé d'expression dans la presse, à la radio et à la télévision, alors que le succès des manifestations dont il a pris l'initiative montre sans ambiguïté l'ampleur de son influence dans les masses populaires déjà sanctionnée par le vote des électeurs.
« Le parti socialiste français considère comme une des données fondamentales du processus révolutionnaire qui doit conduire au

Grèce

LE PROCÈS DES RESPONSABLES DU PUTSCH DE 1967 « Le roi estimait que les auteurs du coup d'Etat étaient animés de sentiments honorables » déclare son ancien aide de camp

Athènes (A.F.P.). — M. Papadopoulos, ancien président de la République, a refusé à nouveau, mercredi matin 30 juillet, d'être défendu par un avocat devant la cour criminelle d'Athènes. Il a refusé, en outre, avec ses collaborateurs les plus proches, dont MM. Patakos et Makarezos, de s'entretenir avec l'avocat commis d'office pour la défense de seize accusés. Le président de la cour a lancé un appel aux membres du barreau et a suspendu l'audience dans l'attente de la présentation éventuelle de nouveaux défenseurs.
La cour a ensuite entendu la déposition du premier témoin à charge, M. Panayotis Canellopoulos, premier ministre lors du coup d'Etat du 21 avril 1967. Il a relaté les circonstances de son arrestation au moment du putsch, après que sa porte eut été enfoncée par des militaires. Il a déclaré qu'à son avis, « il n'y avait aucun danger de putsch communiste à l'époque ». « Même s'il y avait, sur la foi de certains renseignements, un danger, celui-ci pouvait être affronté par le processus démocratique ; je voulais, en tant que président du conseil, sauver la Grèce par la démocratie », a-t-il ajouté.
« Le recours à la violence a été minutieusement et longuement préparé par les accusés », a affirmé M. Canellopoulos, qui a mis en cause les « hésitations » de l'ancien roi Constantin de Grèce qui, dit-il, a avoué finalement le coup d'Etat des colonels, alors que l'état-major lui-même était divisé. Au cours de la séance de l'après-midi, le colonel Georges Vayenas, à l'époque aide de camp du souverain, a déclaré : « Le roi estimait que les auteurs du coup d'Etat étaient animés de sentiments nobles et honorables, mais qu'ils commettaient quelques erreurs de procédure. »
D'autre part, le tribunal des flagrants délits d'Athènes a condamné à des peines allant de un an à deux ans et demi de prison dix-sept personnes incarcérées lors des émeutes du 23 juillet. Cent vingt personnes avaient été arrêtées au cours des manifestations déclenchées par des ouvriers du bâtiment.